



Strasbourg, le 17 juin 2026

## AU SALON INTERNATIONAL « ICI ON AGIT », DES MILITANT·ES ECOLOGISTES INTERPELLENT LA MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE SUR STOCAMINE

**Lors du discours d'ouverture du forum sur la transition écologique *ICI on agit !*, des militant·es écologistes ont utilisé leurs corps pour faire passer un message d'alerte à Monique Barbut sur un sujet gravissime : l'enfouissement définitif de 42 000 tonnes de déchets hautement toxiques, déjà débuté sur le site de StocaMine, qui menace la plus grande nappe phréatique d'Europe.**

**Les lettres « STOP STOCAMINE » peintes en noir sur des tee-shirts blancs : tel est le message que 5 activistes ont voulu faire passer à la ministre de la transition écologique, Monique Barbut, ainsi qu'aux décideurs locaux présents au débat d'ouverture de ce salon, intitulé « Environnement : le coût de l'inaction, comprendre et décider ».**

En l'absence de la ministre, une militante d'Extinction Rébellion a remis symboliquement au journaliste emblématique Mathieu Vidard, qui animait cette table-ronde, une lettre adressée à Mme la ministre Monique Barbut afin d'alerter une unième fois sur ce scandale sanitaire et écologique. Elle a pu ensuite prendre la parole sur scène quelques minutes, afin de développer les motivations de cette action devant la maire de Strasbourg récemment élue, Catherine Trautmann, des spécialistes des enjeux écologiques et un public attentifs. Auparavant, les activistes avaient distribué une centaine de flyers à la volée dans le public.

Une fois leur intervention terminée, ils ont quitté la salle calmement, sous les applaudissements et encouragements du public, et le débat a pu reprendre son cours initial.

À travers le courrier et les flyers, **les militant·es demandent l'intervention de la ministre pour la promulgation d'un décret ministériel visant à stopper immédiatement les travaux de bétonisation des galeries** et à extraire et mettre en lieu sûr les matières extrêmement toxiques enfouies sur le site de StocaMine.

Pour rappel, **depuis une trentaine d'années, des milliers de tonnes de mercure, cyanure, chrome, arsenic, amiante, parmi d'autres, sont stockés « temporairement » dans les galeries d'une ancienne mine de potasse.** L'État s'était engagé à les déstocker et à les mettre en lieu sûr. Il n'a pas respecté sa promesse suite à un incendie déclaré en 2002, au motif que cela serait trop dangereux et pour de basses raisons financières : sortir les déchets nécessiterait de consolider les galeries pour protéger les travailleuse·s et de gérer le transport sécurisé et la construction d'un site adapté.

**Depuis plus de 20 ans des associations, scientifiques, collectifs citoyens, politiques, habitant·es de France, de Suisse et d'Allemagne alertent sur le risque d'empoisonnement de la nappe phréatique rhénane, la plus grande nappe d'Europe et source d'eau potable de plusieurs millions de personnes.** Les rapports indépendants, pétitions, enquêtes journalistiques, manifestations, recours en justice, courriers et interpellations de ministres à l'Assemblée nationale n'ont rien changé : **l'État français a décidé de confiner 42 000 tonnes de déchets toxiques situés à 500 mètres sous la nappe phréatique.**

**Au mépris de la vie de milliards d'êtres vivants, dont 7 millions d'êtres humains, l'État a fait le choix de couler du béton dans des galeries rendues soit-disant « étanches », pour piéger les déchets sous la nappe.** Cette solution ne fait que repousser le problème, car **le béton finira par se dégrader rapidement : les déchets pollueront irrémédiablement la nappe.** La situation est d'autant plus grave que de l'eau a déjà commencé à s'infiltrer dans les galeries. À l'heure où nous écrivons ce communiqué, les travaux de bétonisation ont déjà débuté. **Il ne reste plus que 3 mois avant que les galeries ne soient rendues complètement inaccessibles, 3 mois pour procéder enfin à un déstockage en urgence.**

**StocaMine semble être un sujet politique sensible :** plusieurs activistes écologistes subissent des procès depuis un an pour avoir voulu alerter, pacifiquement, sur les risques démesurés encourus sur les plans écologique et sanitaire. Ce sont elleux qui se retrouvent en procès, pas l'État français ni les ministres de l'écologie qui se sont succédé depuis 25 ans et sont resté·es sourd·es à toutes les alertes des scientifiques indépendants et de la société civile.

**Nous contacter :**

[strasbourg@extinctionrebellion.fr](mailto:strasbourg@extinctionrebellion.fr)

Sources :

Destocamine : <https://destocamine.fr/>

Répression pour tag : <https://www.rue89strasbourg.com/huit-ecologistes-46-heures-garde-a-vue-tag-366285>

Relaxe tribunal de Mulhouse : <https://www.rue89strasbourg.com/stocamine-militants-ecologistes-relaxes-tribunal-mulhouse-384735>